



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pole Carrière et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 18 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France

54 Avenue de l'Atlantique
53000 Laval

Références : 2024-172_INSP_RAP_HB_PIGEON GRANULATS CIDF – Parigné-l'Évêque –
petit_cutesson
Code AIOT : 0006302723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France implanté Le Petit Cutesson 72250 Parigné-l'Évêque. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France
- Le Petit Cutesson 72250 Parigné-l'Évêque
- Code AIOT : 0006302723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France (ci-après dénommée PGCIDF) a repris à partir de 2015 l'exploitation d'une carrière de sable et de grès située au lieu-dit « le Petit Cutesson » à Parigné l'Évêque, autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 980 2024 du 29 mai 1998. Le site a fait l'objet d'une évolution des activités pratiquées à travers l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2020 autorisant une Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes et de concassage.

La carrière du Petit Cutesson se trouve intégralement sur la commune de Parigné-l'Évêque, au sud du bourg, le long de la route départementale n°52 en direction du bourg de Brette-les-Pins. L'accès au site se fait à partir des routes départementales n°304 et n°250, la voie communale n°413 et pour finir le chemin rural n°74.

Le site contient des installations annexes :

- un local administratif, une aire de parking attenant ;
- un groupe électrogène pour l'alimentation du site non raccordé ;
- un bassin d'infiltration des eaux ;
- de façon temporaire un groupe mobile de traitement des matériaux par concassage-criblage.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité - demande	Arrêté Préfectoral du 29/05/1998, article 2-9	Sans objet
2	Cessation d'activité - déchets et paysage	Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 12.1	Sans objet
3	Cessation d'activité - remise en état	Arrêté Préfectoral du 29/05/1998, article 4-3-2	Sans objet
4	Cessation d'activité - garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/05/1998, article 4-3-3 et annexe point 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dossier de cessation partielle d'activité concerne l'abandon d'une surface de 15 163 m² exploités et remis en état dans la partie sud a été réceptionné en préfecture de la Sarthe le 2 mars 2022. Ce dossier contient des plans présentant la zone concernée par la cessation d'activité plan cadastral et de remise en état (annexés à ce rapport) ainsi qu'une présentation de l'état du site.

Le rapport de la visite du 4 juillet 2024 vaut procès verbal de récolement de la remise en état de la parcelle de 1,5163 ha et valide sa conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité - demande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/1998, article 2-9
Thème(s) : Autre, Information préfet
Prescription contrôlée : 4.3.1. Conditions générales L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard "trois mois avant" l'échéance de l'autorisation et strictement coordonnée à l'exploitation. L'exploitation de la passe n + 2 ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase n est terminée. Point 8 de l'annexe fin d'exploitation L'exploitant adresse au moins un an avant la date d'expiration de l'autorisation une notification et un

dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site

L'exploitant adresse au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de

fin d'exploitation comprenant les mêmes éléments précités actualisés.

Constats :

La précédente inspection en date du 6 juin 2019 demandait à l'exploitant de produire et transmettre à l'inspection l'unique dossier comprenant la cessation d'activité, la demande de modification des conditions de remise en état ainsi que l'intégration d'une nouvelle rubrique n° 2517.

La cessation partielle d'activité a été envoyée, indépendamment des modifications envisagées, en préfecture de la Sarthe le 2 mars 2022. Un accusé de réception a été édité le 25 mars 2022.

Ce dossier de cessation partielle d'activité concerne l'abandon d'une surface de 151,63 ares exploités et remis en état. La répartition de ces surfaces se décline sur les parcelles suivantes : parcelle H 1341 pour 54,82 ares, parcelle H 1345 pp pour 71,59 ares, parcelle H 1347 pour 10,22 ares et parcelle H 1533 pp pour 15 ares.

Le dossier contient des plans présentant la zone concernée par la cessation d'activité plan cadastral et de remise en état (annexés à ce rapport) ainsi qu'une présentation de l'état du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité - déchets et paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/09/1994, article 12.1

Thème(s) : Autre, Élimination des déchets - Paysage

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Constats :

Lors de la visite du 4 Juillet 2024, sur la partie de l'exploitation faisant l'objet de la cessation

partielle des installations, l'inspection a constaté l'absence de fronts de taille, de vestige ou de déchet sur le site. L'insertion paysagère est satisfaisante avec une re-végétalisation naturelle de la zone concernée par la cessation partielle d'activité et des boisements au sud et à l'est en bordure du chemin menant au lieu dit du « Petit Cutesson ».

Les parcelles faisant l'objet de la cessation partielle d'activité retrouveront une vocation naturelle et forestière. Ces parcelles restent la propriété de la société PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France et sont maintenues dans l'emprise du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation d'activité - remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/1998, article 4-3-2

Thème(s) : Autre, Conditions particulières

Prescription contrôlée :

La remise en état des lieux au fur et à mesure et en fin d'exploitation sera effectuée dans les conditions proposées dans l'étude d'impact et à son additif en date du 5 février 1998 non contraires aux dispositions suivantes :

4.3.2.1. Le comblement des excavations jusqu'au niveau défini dans l'additif à l'étude d'impact, sera réalisé à l'aide des stériles de l'exploitation et de matériaux inertes extérieurs non susceptibles de nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés les éléments cités ci-dessus ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais.

4.3.2.2. Après décompactage, la terre végétale, stockée en attente, sera régalée sur les terrains remblayés.

4.3.2.3. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, il sera procédé au boisement des terrains remblayés à l'aide d'essences locales

4.3.2.4. Les travaux de remise en état seront exécutés en 4 phases quinquennales comprenant chacune : le profilage des talus à 45° maximum, le nivellement du plancher de l'excavation, la mise en place des remblais inertes et des stériles de l'exploitation, le boisement général. Les niveaux finis des terrains remis en état seront compris entre 103 m IGN au sud et 115 m IGN au Nord.

Constats :

La cessation partielle d'activité concerne un secteur situé au sud de la carrière de l'ordre de 1,5 ha, correspondant à une ancienne zone d'extraction ayant été remblayée avec des matériaux inertes (stériles d'exploitation et matériaux inertes extérieurs).

Des fossés de drainage ont été créés dans cette zone pour canaliser les eaux dans le bassin situé au Sud-Ouest de la parcelle concernée par la cessation partielle.

Un plan topographique a été transmis dans le dossier de cessation partielle. Les terrains ont été remblayés à la cote des terrains naturels ou en pente douce afin d'assurer une continuité topographique avec les terrains existants (plus de fronts).

Les terrains ont naturellement été re-végétalisés par une strate herbacée puis reboisés à l'aide d'essences locales, en décembre 2019. Une seconde plantation a été réalisée en 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cessation d'activité - garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/1998, article 4-3-3 et annexe point 12

Thème(s) : Autre, garanties financières

Prescription contrôlée :

4.3.3. Garanties financières

La carrière devra disposer de garanties financières pour la remise en état du site, en application des articles 23-2 à 23-7 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. Les modalités portant sur ces garanties financières sont fixées en annexe du présent arrêté.

Point 12 Annexe Prescriptions relatives aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières. • soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976. • soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Constats :

La remise en état de la parcelle de 1,5163 ha est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Les garanties financières peuvent être levées sur la surface abandonnée.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe - 2024-172_INSP_RAP_HB_PIGEON GRANULATS CIDF – Parigné-l'Évêque – petit_cutesson
plan de localisation de la partie abandonnée de la carrière du « petit Cutesson » et topographie de
la remise en état

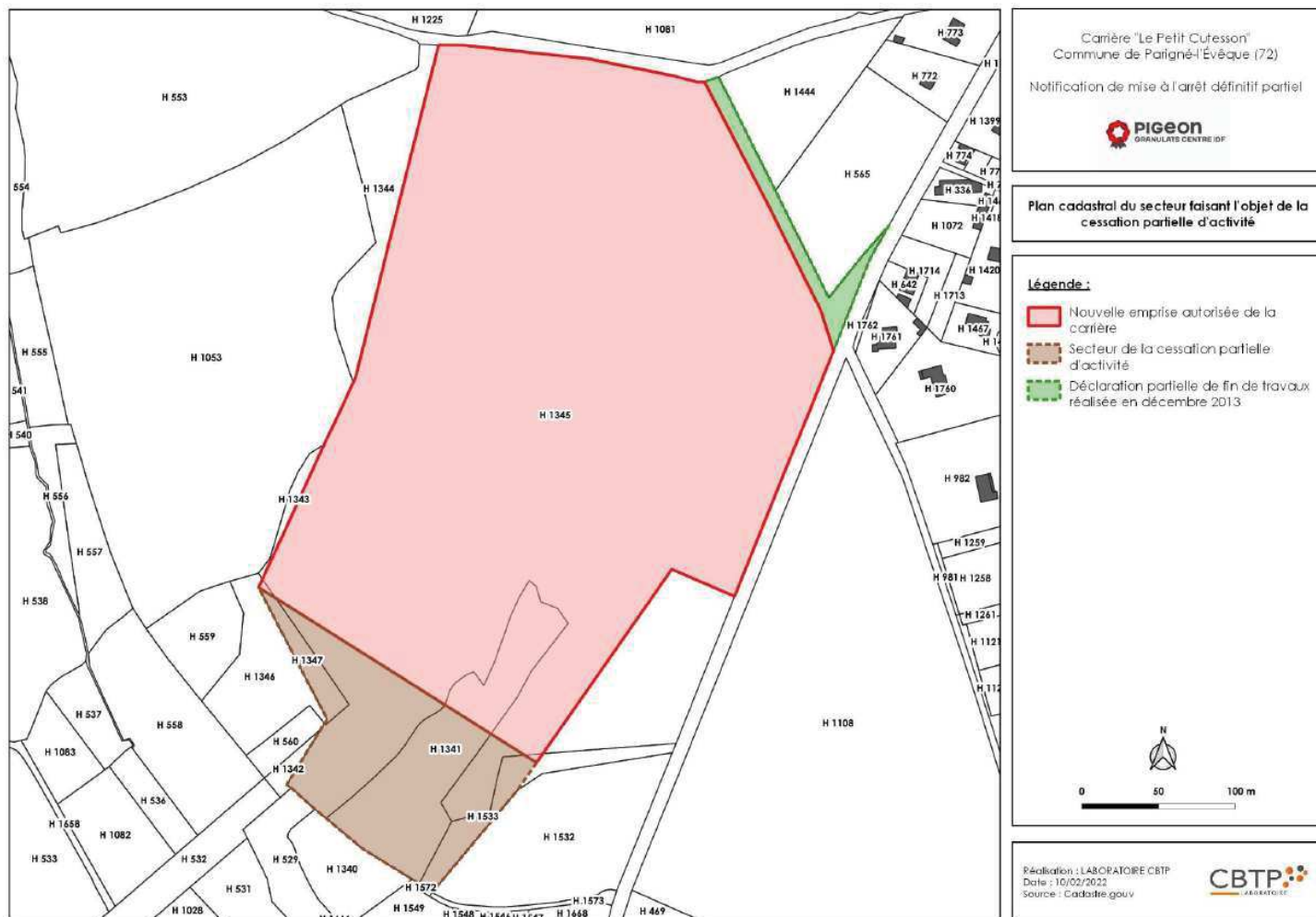


Figure 6 : Relevé topographique des terrains de la cessation partielle d'activité